

Gautier Pirotte

## Engagement citoyen et société civile

Une réflexion à partir du projet roumain de société civile postcommuniste

---

### Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.



Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le CLEO, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

---

### Référence électronique

Gautier Pirotte, « Engagement citoyen et société civile », *SociologieS* [En ligne], Transferts, L'engagement citoyen en Europe centrale et orientale, mis en ligne le 05 novembre 2009. URL : <http://sociologies.revues.org/index3017.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Association internationales des sociologues de langue française (AISLF)

<http://sociologies.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne à l'adresse suivante : <http://sociologies.revues.org/index3017.html>

Document généré automatiquement le 05 novembre 2009.

Gautier Pirotte

## Engagement citoyen et société civile

Une réflexion à partir du projet roumain de société civile postcommuniste

- 1 Cet article cherche à rapprocher par la réflexion la notion de société civile de celle de l'engagement citoyen à partir de l'expérience postcommuniste roumaine. Il est vrai que le domaine de la société civile ne concentre pas tous les phénomènes d'engagement citoyen mais demeure néanmoins un espace privilégié d'expression de cet engagement. La question qui anime ce texte est assez simple : comment envisager l'étude de l'engagement du citoyen à l'intérieur des nouvelles sociétés civiles d'Europe Centrale et Orientale, et plus spécifiquement au sein de la nouvelle société civile roumaine ? Cette interrogation, si simple soit-elle, se révèle bien vite plus complexe si l'on tient compte des problèmes que soulèvent à la fois les concepts de société civile et d'engagement mobilisés ici mais aussi l'expérience postcommuniste souvent abordée de manière homogène alors qu'elle se révèle empiriquement très hétéroclite.

### Société civile : problèmes théoriques

- 2 La notion de société civile fut l'objet d'une évolution sémantique assez complexe qui, pour certains auteurs, la rend aujourd'hui assez peu utile à l'analyse des réalités sociopolitiques contemporaines, indépendamment de sa popularité. Elle renvoie entre autres à l'idée de civilité et de civilisation, de contre-pouvoir, de tiers-secteur, de champ associatif, pour certains mêmes aux opérateurs économiques marchands. Elle est rétive à toute définition extensive et englobe souvent ce qu'un autre champ social n'inclut pas en étant tour à tour, tout ce qui ne relève pas de l'État, du champ militaire, du marché, de la sphère de l'intime, du privé (Pirotte, 2007 ; Rangeon, 1986). Elle révèle aussi des fonctions très différentes selon les contextes socio-historiques et les orientations théoriques particulières : contre-pouvoir ou pourvoyeurs de nouvelles élites politiques, lieu d'exercice de l'hégémonie de la classe dominante par l'expression de son idéologie, gestion de problèmes sociaux et économiques non pris en charge par les pouvoirs publics ou le fonctionnement libre du marché, etc.
- 3 Comme si la difficulté à cerner cet objet ne suffisait pas, un vaste débat s'est ouvert rapidement dans le champ scientifique pour savoir si ce que l'on nomme « société civile » ici correspond bien à ce que l'on appelle « société civile » là-bas. Plus précisément, certains chercheurs ont tenté de souligner l'identité occidentale du concept en rappelant sa réévaluation et sa réutilisation dans la philosophie politique occidentale à partir du XVI<sup>ème</sup> siècle. Ainsi, « société civile » serait un concept réinvesti en parallèle au processus de modernisation social, politique ou culturel particulier du monde occidental. Cette filiation particulière poserait problème quant à l'usage contemporain du concept dans l'analyse des réalités sociopolitiques non occidentales. En serait témoin le débat africain où cette notion serait désavouée en raison notamment de l'absence d'autonomie d'un espace intermédiaire entre la sphère familiale et la sphère étatique comme le montre le modèle occidental, préalable à l'avènement de la figure du citoyen (Badie, 1992).

### Étudier les sociétés civiles est-européennes

- 4 L'héritage occidental du concept de société civile et sa maturation dans le sillage de la constitution d'un espace public en Occident comme l'a illustré Jürgen Habermas (Habermas, 1978) rendraient problématique l'adoption de ce concept dans des contextes non occidentaux (notamment en Afrique subsaharienne : Chabal & Dalloz, 1999 ; Haubert, 2000). Dans ce contexte, les critiques sur l'existence de véritables sociétés civiles en Europe Centrale et Orientale n'ont pas été nombreuses à la sortie de l'ère communiste. Des facteurs historiques très importants pouvaient également être avancés pour hypothéquer, dès la chute du Mur de

Berlin, l'existence de ces nouvelles sociétés civiles : l'autoritarisme des régimes communistes comme pré-communistes et la faiblesse dans certains pays de l'enracinement d'une culture démocratique assortie de la figure du citoyen autonome (Antohi, 1999 ; Baechler, 1993), la faiblesse de l'Église Orthodoxe à s'ériger en source de contre-pouvoir dans le cadre d'un cesaro-papisme définissant les rapports entre pouvoir séculier et pouvoir spirituel (Hall, 1996), ou encore la modernisation politique et économique des sociétés de l'Est de l'Europe (Brenner, 1985).

- 5 On, c'est-à-dire, les scientifiques, les politiques et les médias, s'est montré rapidement euphorique en commentant l'émergence des sociétés civiles à l'Est, leur « réveil » si naturel. Cela s'explique tout d'abord par le fait que cette notion était présente depuis les années 1960 et 1970 dans le combat de quelques intellectuels dissidents d'Europe centrale (principalement), actifs notamment dans les KOR polonais puis plus tard dans Solidarnosc ou encore au sein de la Charte 77, combat relayé avec plus ou moins d'énergie par une fraction de l'intelligentsia et des médias occidentaux dans les années 1970 et 1980. À cette époque, la notion de société civile est surtout perçue dans sa fonction de contre-pouvoir potentiel, de société alternative, de société réelle permettant d'expérimenter « la vie dans la vérité », *dixit* Václav Havel (Havel 1991).
- 6 Dans les dernières années contestées des régimes communistes, ces mouvements dissidents ont connu une visibilité accrue. Des associations civiques, des forums civiques vont participer à une revalorisation médiatique de l'engagement citoyen dans une hypothétique sphère de la société civile. L'espace public autrefois cadenassé par le Parti-État et à présent apparemment libéré et le droit d'association recouvré, la société civile renaissait de ses cendres *tout naturellement* selon une logique simple de vases communicants où à un recul de l'État devait correspondre une avancée de la société civile.
- 7 Cette vision optimiste était d'autant plus partagée que les premières enquêtes sur les sociétés civiles à l'Est furent biaisées par un goût prononcé pour une approche comparative et quantitative peu adaptée à déceler les particularismes locaux du cheminement des projets de reconstruction de sociétés civiles postcommunistes. On mesurait ainsi la vitalité des nouvelles sociétés civiles au nombre d'associations nouvellement créées, au nombre de mobilisations collectives, de manifestations de rue sans pour autant que l'objet soit mieux cerné. La vaste enquête multi-référencée dirigée par Lester Salamon (Salamon *et al.*, 1999) du Johns Hopkins Institute (de l'Université de Baltimore) avait ainsi pour ambition d'étudier les secteurs « *non profit* » ou les organisations de la « société civile » de 35 pays. On prit le pouls de l'avancée de ces *non profit sectors* ou des « sociétés civiles » en comparant le nombre d'ONG ou leur poids économique en termes de revenus, de dépenses ou d'emplois créés. Outre le fait que ces études comparatives s'inscrivaient dans le parti pris d'une optique qu'on pourrait appeler « d'universalisme prescriptif » (Lewis, 2001), ces études comparatives ne mesuraient pas toujours le même objet, celui-ci étant défini lâchement sur base de quelques critères très généraux.
- 8 Ces études renforcèrent l'idée que la société civile se mesurait avant tout à sa dimension associative et que plus un pays disposait d'un nombre important d'associations plus la société civile semblait vivante (« *vibrant civil society* »). Dans ce cas, plus particulièrement dans la zone est-européenne, la société civile tchèque ou hongroise semblait plus active que la société civile roumaine ou slovaque, par exemple (Salamon *et al.*, 1999). Un peu plus tard, les enquêtes en termes de capital social (Putnam, 1993) qui apparaissaient comme une avancée dans l'étude de la société civile puisqu'on semblait pouvoir décrire ce que concrètement les organisations de la société civile (OSC) produisaient (du lien social, de la confiance, de l'éducation aux règles démocratiques) reproduisaient aussi ce biais quantitatif, l'essentiel étant de mesurer les taux d'affiliation puis de les confronter avec des performances économiques ou des réalités sociopolitiques particulières (entre autre : Putnam, 2000 ; Ponthieux, 2006).

## L'homme modulaire des sociétés civiles Est-européennes

- 9 L'historien Ernest Gellner a développé dans ses derniers écrits l'idée d'homme modulaire. La modularité de l'homme est sa capacité à s'intégrer à diverses associations ou institutions sans en être lié *ad vitam aeternam* par un serment ou un pacte de sang. L'homme moderne est ainsi comparable à ces meubles vendus avec succès se présentant comme éléments séparés et se complétant à l'infini. Pour Ernest Gellner, cet homme modulaire est la condition d'existence d'une véritable société civile moderne, la modularité impliquant le passage de l'affiliation au groupe du statut au contrat, l'engagement devenant libre et réversible. Inspiré par les « mouvements citoyens » qui secouaient l'Europe de l'Est de la fin des années 1980, il soulignait également la nécessité de dépasser la vision romantique d'une société civile comme la simple somme d'une « pluralité d'institutions capables de faire contrepoids au pouvoir de l'État » (Gellner, 1991, p. 531).
- 10 Avec plus de quinze ans de recul, on serait tenté d'écrire qu' Ernest Gellner a vu juste. Par la prolifération associative des années 1990 qui s'est produite dans la plupart des PECO, l'avènement d'un homme modulaire semble bien avoir eu lieu. De plus, la vision romantique relative aux organisations de la société civile comme contre-pouvoir fait aujourd'hui partiellement partie du passé (Howard, 2003).
- 11 Néanmoins, on constatera également que, passé la période d'émerveillement de la fin des régimes communistes et du début de la période de transition, c'est une lecture quelque peu désenchantée de la société civile qui semble se répandre à présent. Le politologue Dominique Colas prétend que l'étude initiale de l'émergence des sociétés civiles en Europe de l'Est fut biaisée par l'importance accordée à l'expérience très particulière vécue par la Pologne de Solidarnosc (Colas, 2002). Il faut d'ailleurs, selon lui, considérer les sociétés est-européennes comme dénuées d'acteurs ou, tout du moins, dépourvues de véritables sociétés civiles. Il écrit : « Qu'il existe une vie sociale non étatique est certain (et c'était déjà le cas sous le communisme), qu'une sphère autonome de l'auto-organisation politique, syndicale, associative de la société y soit constituée est plus douteux » (Colas, 2002, p. 49). En d'autres termes, si l'homme modulaire est bien apparu, il ne semble pas que cela soit forcément le cas des sociétés civiles en Europe de l'Est. La prophétie d'Ernest Gellner ne serait pas complètement concrétisée.
- 12 Comment peut-on en venir à des constats aussi forts voire violents à propos de sociétés où la vitalité de la société civile à travers la prolifération de ses associations était encore louée il y a peu ? Si les associations « civiques » ou « citoyennes » ont symbolisé ce qu'on a rapidement appelé le « réveil » des sociétés civiles (Molnar, 1990), on peut douter que celles-ci constituent encore aujourd'hui la figure dominante des organisations représentatives de la société civile. Du fait des effets sociaux parfois désastreux des réformes économiques et institutionnelles appliquées en cette période dite de « transition », de nombreuses organisations non gouvernementales, souvent avec le soutien de puissants bailleurs de fonds occidentaux (Union Européenne, Banque Mondiale, grandes ONG internationales) ont orienté leurs activités vers la gestion des problèmes sociaux (aide à l'enfance et aux personnes âgées, soutien à l'insertion professionnelle, relations interethniques, genre, écologie, etc.) que l'État ne sait, ne peut ou ne doit plus gérer. D'un côté, l'on peut dire de ces OSC qu'elles sont des objets politiques participant à la gestion de la cité, en qualité notamment d'exécutrices de politiques « publiques » réformées ; d'un autre côté, elles n'offrent que peu d'espace à l'expression d'un engagement citoyen, à du volontariat ou à du militantisme.

## Les projets de société civile en Roumanie postcommuniste

- 13 Le cas Roumain est à la fois spécifique mais aussi assez exemplaire à cet égard <sup>1</sup>. Au tout début de la période dite de transition, le projet de constitution d'une société civile est marqué par deux faits majeurs qui découlent de l'effondrement du régime de Nicolae Ceausescu et

des zones d'ombre qui marquent la « Révolution » de décembre 1989. À ce moment, le projet de constitution d'une société civile est caractérisé par un « anti-étatisme tardif » (Bocancea, 1999). Le démarrage quelque peu ambigu du processus de démocratisation va nourrir une méfiance de plus en plus croissante de la part d'intellectuels mais plus largement de citoyens roumains à l'égard du nouveau régime du Front de Salut National. Fort du recouvrement du droit d'association, on va voir bourgeonner des nouvelles associations dites civiques un peu comparables à ce que l'on a vu ailleurs au sein d'autres PECO mais avant la Chute du Mur de Berlin (Groupe pour le Dialogue Social, Alliance Civique, Associatia Pro Democracia...). L'apparition de ces organisations sur la scène politique s'effectue à l'occasion de grandes manifestations de rue laissant croire à une réelle capacité de mobilisation collective de ces OSC.

14 Cependant, de façon quasi simultanée, cette première orientation du projet va se doubler d'une seconde qui puise ses racines dans l'épisode humanitaire que connut la Roumanie au tout début de la période de transition. À la suite des événements de décembre 1989 très médiatisés à l'Ouest et faisant suite à la découverte des institutions d'accueil pour enfants abandonnés – rapidement et erronément traduits en français par orphelinats – la Roumanie fut l'objet d'une aide humanitaire massive en 1990 et 1991. Cette aide sera organisée par les institutions internationales et les grandes ONG habituelles mais aussi par des charrois de véhicules ordinaires affrétés par des « simples » citoyens de communes européennes dans le cadre de l'Opération Villages Roumains (Pirotte, 2006).

15 Cet épisode humanitaire roumain a certes influencé négativement pendant des années la représentation occidentale de la Roumanie, mais il a aussi donné une toute autre impulsion au projet de société civile davantage orienté vers la gestion des conséquences sociales du délitement du régime communiste puis de la transition postcommuniste. Les ONG ou fondations humanitaires occidentales ont créé des petites sœurs locales avant, la plupart du temps, de se retirer tout en conservant une tutelle économique ou culturelle sur leurs succursales roumaines. Une liaison forte s'est établie alors entre la représentation locale de la société civile et certaines ONG qui développent des activités dans le secteur social, éducatif, culturel sans réelle capacité de mobilisation collective, sans adhérents d'ailleurs et/ou sans militantisme. On est plutôt en face de petites cellules développant un rapport de services vis-à-vis de populations cibles diverses (des enfants de rue aux amateurs d'arts modernes) et dans lesquelles travaillent et sont rémunérés des professionnels, le secteur ONG offrant des nouvelles opportunités d'emplois notamment pour les jeunes diplômés universitaires ou des victimes de plans de restructuration du secteur industriel ou de la fonction publique.

16 En tentant de soutenir la professionnalisation d'un secteur qui, faute de trouver des financements locaux, demeure le plus souvent sous la dépendance financière des bailleurs de fonds occidentaux (Pirotte, 2003), les politiques de renforcement des acteurs de la société civile vont avoir tendance à renforcer cette liaison ONG-société civile au détriment d'autres formules associatives où le militantisme serait, du moins sur le papier, plus présent. Faute de pouvoir soutenir la totalité du secteur ONG, ces stratégies de renforcement capacitaire et institutionnel se sont montrées très sélectives. À la fin des années 1990 on trouve une répartition des revenus en circulation au sein du secteur ONG roumain pour le moins inégalitaire : moins de 1% des ONG roumaines avaient des revenus annuels dépassant le milliard de lei. Cette minorité se partage en fait 41% des revenus en circulation dans ce secteur. On sait que 8,3% des ONG roumaines les plus puissantes contrôlent 81,3% des revenus du secteur ONG roumain. Il semble que l'élément déterminant demeure l'accès aux ressources étrangères, seulement accessibles à 19,5% d'ONG à cette époque. Parallèlement, on soulignera la faiblesse récurrente du secteur ONG roumain à pouvoir développer ses propres ressources. Dix ans après le début de la période de transition, 82% des ONG roumaines ne développaient encore aucune activité génératrice de revenus (FDSC, 1997 ; FDSC, 1999).

## Engagement dans une société civile modulée

- 17 Dans ce contexte, comment envisager l'étude de l'engagement citoyen au sein de la société civile roumaine ? Soit l'on part de ces constats en se disant que les organisations de la société civile en Roumanie, de par leur dépendance économique ou culturelle à leurs partenaires occidentaux et de par l'histoire propre du projet, ne sont pas des lieux d'expression par excellence d'un engagement citoyen véritable. L'objet apparaît alors sans fondement et mieux vaut l'abandonner pour privilégier l'étude de l'engagement citoyen au sein d'autres organisations plus endogènes aux capacités de mobilisations collectives plus assurées. Mais en dehors de la liaison ONG-société civile, les autres formes associatives sources d'engagement citoyen comme les organisations syndicales ou les coopératives, par exemple, sont sorties affaiblies de la période communiste et pas tellement renforcées par la suite.
- 18 L'on peut également relativiser ces constats et considérer que ce n'est pas parce que le projet de société civile en Roumanie est largement extra-déterminé qu'il ne peut pas être source de nouvelles formes d'engagement citoyen soit en marge soit en son sein. Il faudrait ainsi accorder son attention à des formes d'engagement situées en marge du projet actuel, autrement dit être attentif à des formes associatives sans doute plus endogènes, ayant moins pignon sur rue et sans doute situées dans la sphère de l'infra-politique.
- 19 Mais, plus globalement, peut-être faudrait-il réévaluer ce projet perçu le plus souvent sous sa forme purement associative et envisager deux autres dimensions constitutives des sociétés civiles en contexte démocratique ou de processus de démocratisation. Ces deux dimensions complémentaires à l'associationnisme des sociétés civiles sont faiblement investiguées dans une démarche intégrée (Pirrotte, 2007 ; Edwards, 2003). Autrement dit, il ne suffit plus de s'intéresser aux nombres d'associations, à leurs organisations, à leurs revenus, à leurs dépenses, aux emplois qu'elles génèrent comme dans le cas des enquêtes internationales des années 1990. Il faut aussi se pencher sur leur dimension expressive, autrement dit leurs discours officiels comme officieux, leurs représentations, les identités qu'elles forment comme les valeurs et idéaux véhiculés, les critiques sociales ou politiques qu'elles engendrent par rapport au modèle de société (civile) et voir comment cette dimension expressive s'affirme dans les différents espaces publics voire contre-espaces publics (Fraser, 2003) que l'on peut identifier (l'espace public étant la troisième dimension à analyser). Bref, il s'agirait de réévaluer le projet et le concept de société civile en cherchant à l'appréhender, au-delà de sa seule dimension associative, sous l'angle d'un processus en évolution permanente dans une perspective de régulation d'une société démocratique.

---

### Bibliographie

- ANTOHI S. (1999), *Imaginaire culturel et réalité politique dans la Roumanie moderne. Le stigmatisme et l'utopie*, Paris, Éditions L'Harmattan
- BADIE B. (1992), *L'État importé, L'Occidentalisation de l'ordre politique*, Paris, Éditions Fayard
- BAECHLER J. (1993), *La Grande parenthèse. Essai sur un accident de l'histoire*, Paris, Éditions Calmann-Lévy
- BOCANCEA C. (1999), *La Roumanie du communisme au postcommunisme*, Paris, Éditions L'Harmattan
- BRENNER R. (1985), "Agrarian Class Structure and Economic Development in Pre-Industrial Europe", dans ASTAN T.H. & C.H.E. PHILPIN, *The Brenner Debate*, Cambridge, Cambridge University Press, pp. 10-63
- CHABAL P. & J.-P. DALLOZ (1999), *L'Afrique est partie ! Du désordre comme instrument politique*, Paris, Éditions Economica
- COLAS D. (2002), « L'absence de société civile sous le communisme, sa faiblesse sous le postcommunisme », dans COLAS D. (dir.), *L'Europe post-communiste*, Paris, Presses universitaires de France

- EDWARDS M. (2003), *Civil Society*, London, Blackwell Publisher
- F.D.S.C. (1997), *Dimensiuni ale sectorului neguvernamental din România*, Coll. Studi si Cercetari asupra Sectorului Nonprofit, n°3, Bucuresti, FDSC
- F.D.S.C. (1999), *Changes and Trends in the Nonprofit Sector-1998*, Bucarest, FDSC
- FRASER N. (2003), « Repenser l'espace public : une contribution à la critique de la démocratie réellement existante », RENAULT E. & Y. SINTOMER (dir.), *Où en est la théorie critique ?*, Paris, Éditions La Découverte, pp. 103-134
- GELLNER E. (1991), « La société civile dans une perspective historique », *Revue Internationale en Sciences Sociales*, n°129, pp. 527-544
- GELLNER E. (1994), *Conditions of Liberty. Civil Society and its Rivals*, London, The Penguin Press
- HAUBERT M. (2000), « L'idéologie de la société civile », dans HAUBERT M. & P.P. REY (dir.), *Les Sociétés civiles face au marché. Le Changement social dans le monde postcolonial*, Paris, Éditions Karthala
- HABERMAS J. (1978), *L'Espace public : archéologie de la publicité comme dimension constitutive de la société bourgeoise*, Paris, Éditions Payot
- HALL J.A. (1996), "In search of Civil Society", dans HALL J.A. (dir.), *Civil Society. Theory. History. Comparison*, Cambridge, Polity Press
- HAVEL V. (1991), *Essais politiques*, Paris, Éditions Calmann-Lévy
- HOWARD M. (2003), *The Weakness of Civil Society in Post-Communist Europe*, Cambridge, Cambridge University Press
- LEWIS D. (1991), "Civil Society in Non Western Contexts: Reflections on the 'Usefulness' of a Concept", *Civil Society Working Paper*, Civil Society Centre, London School of Economics, n°13
- MOLNAR M. (1990), *La Démocratie se lève à l'Est. Société civile et communisme en Europe de l'Est: Pologne et Hongrie*, Paris, Presses universitaires de France
- PIROTTE G. (2003), *Une Société civile postrévolutionnaire. Étude du secteur ONG de Roumanie. Le cas de Iasi*, Louvain-la-Neuve, Éditions Academia Bruylant
- PIROTTE G. (2006), *L'Épisode humanitaire roumain. Définition d'une crise, état des lieux et modalités de sortie*, Paris, Éditions L'Harmattan
- PIROTTE G. (2007), *La Notion de société civile*, Paris, Éditions La Découverte
- PONTHIEUX S. (2006), *Le Capital social*, Paris, Éditions La Découverte
- PUTNAM R. (1993), *Making Democracy Work. Civic Tradition in Modern Italy*, Princeton, Princeton University Press
- PUTNAM R. (2000), *Bowling Alone: the Collapse and Revival of American Community*, New York, Simon and Shuster
- RANGEON F. (1986), « Société civile : histoire d'un mot », dans CURRAP, *Société Civile*, Paris, Presses universitaires de France
- SALAMON L. et al. (1999), *Global Civil Society. Dimensions of the Non Profit Sector*, Baltimore, John Hopkins Institute, Center for Civil Societies Studies

---

## Notes

1 Rappelons qu'il existe une ambiguïté roumaine à propos de l'acronyme « NGO » ou « ONG ». Ainsi, il fut facile de se féliciter de l'apparition de près de 19.000 ONG en Roumanie dix ans après la chute du *Conducator* et de tirer le constat de l'apparition d'une véritable société civile dans ce pays. Néanmoins, ce chiffre renvoie à l'ensemble du tissu associatif et non à un secteur associatif en particulier comme c'est le cas en Belgique ou en France, par exemple.

---

## Pour citer cet article

Référence électronique

Gautier Pirotte, « Engagement citoyen et société civile », *SociologieS* [En ligne], Transferts, L'engagement citoyen en Europe centrale et orientale, mis en ligne le 05 novembre 2009. URL : <http://sociologies.revues.org/index3017.html>

---

### *À propos de l'auteur*

#### **Gautier Pirotte**

Chargé de cours ISHS, Université de Liège, Belgique - [gautier.pirotte@ulg.ac.be](mailto:gautier.pirotte@ulg.ac.be)

---

### *Résumé / Abstract / Resumen*

Cet article cherche à rapprocher par la réflexion la notion de société civile de celle de l'engagement citoyen à partir de l'expérience postcommuniste roumaine. Si le domaine de la société civile ne concentre pas tous les phénomènes d'engagement citoyen, il demeure néanmoins un espace privilégié d'expression de cet engagement. La question qui anime ce texte est assez simple : comment envisager l'étude de l'engagement du citoyen à l'intérieur des nouvelles sociétés civiles d'Europe Centrale et Orientale, et plus spécifiquement au sein de la nouvelle société civile roumaine ? Cette interrogation, si simple soit-elle, se révèle bien vite plus complexe si l'on tient compte des problèmes que soulèvent à la fois les concepts de société civile et d'engagement mobilisés ici mais aussi l'expérience postcommuniste souvent abordée de manière homogène alors qu'elle se révèle empiriquement très hétéroclite.

**Mots clés :** postcommunisme, engagement citoyen, société civile, Roumanie

#### *Citizen commitment and civil society. A reflexion based upon the Romanian project of post-communist civil society*

Using the post-communist experience in Romania, this article reflects upon the way to bring together the concepts of civil society and citizen commitment. Whilst civil society does not concentrate all the phenomena of citizenship, the concept remains nonetheless a privileged expression of citizen commitment. The question underlying this text is relatively simple: how should the study of citizen commitment be approached within the new civil societies of Central and Eastern Europe, and more specifically within the new Romanian civil society ? As simple as it may appear, the question becomes rapidly more complex as soon as the problems deriving from the concepts of civil society and citizen commitment themselves are taken into consideration but also because the post-communist experience is often treated in a homogeneous way whilst it is in fact empirically very heterogeneous.

#### *Compromiso ciudadano y sociedad civil. Reflexión sobre el modelo rumano de sociedad civil poscomunista*

Se trata en este artículo de unir la noción de sociedad civil a la noción de compromiso ciudadano, tomando como ejemplo la experiencia postcomunistas rumana. Si el contexto de la sociedad civil no concentra todas las modalidades del compromiso ciudadano, sigue siendo un espacio privilegiado para concretizar dicho compromiso. La cuestión que anima este artículo es simple: ¿como debe y puede ser analizado el compromiso del ciudadano de las nuevas democracias de Europa oriental y en particular de Rumania? Aunque esta interrogación nos parezca simple es en realidad mas compleja de lo que parece si tomamos en cuenta los problemas planteados por los conceptos de sociedad civil y de compromiso aquí utilizados pero también de la experiencia poscomunista a menudo considerada como realidad homogénea en lugar de ser analizada como realidad heteróclita.